

INTRODUCTION

Le mouvement ouvrier chilien a connu deux grandes expériences d'unité syndicale au cours des 40 dernières années:

- . la première, dans les années '30: le processus d'unification s'amorça vers 1933 pour aboutir en 1936 à la formation de la CTCH (Confédération des travailleurs du Chili);
- . la seconde, au début des années '50, devait aboutir à la formation de la CUT (Centrale unique des travailleurs) en 1953.

Nous examinerons rapidement ces deux expériences, plus particulièrement le processus d'unification qui aboutit à la formation des centrales uniques. Nous n'irons pas chercher là des recettes. Mais l'analyse historique nous habilitera à mieux saisir ce qui sous-tend les projets d'unité syndicale qui sont dans l'air au Québec, et aussi les conditions (objectives et subjectives) à faire mûrir pour réaliser ce projet. Nous essaierons donc de comprendre

- . comment le processus d'unification syndicale s'inscrivait dans le développement de la lutte des classes au Chili et était déterminé par ce développement;
- . quelles étaient en somme les conditions historiques qui rendaient possible l'unité syndicale;
- . sur quelles bases, idéologiques et organisationnelles, l'unité syndicale s'est réalisée;
- . le développement, les contradictions et les aboutissements de ces expériences d'unité syndicale.

Cela nous aidera ici à clarifier quelques questions comme les suivantes:

- . quel est le rapport ici entre le développement de la lutte des classes et le projet d'unité syndicale?
- . quelles classes sont porteuses, initiatrices de ce projet? classe ouvrière, petite-bourgeoisie salariée (travailleurs du secteur public, professeurs)?
- . quelles classes sont en mesure de diriger ce processus?
- . à quelle classe la l'unité syndicale profitera-t-elle fondamentalement? à la petite-bourgeoisie salariée ou à la classe ouvrière? Il ne faut pas ignorer en effet que les intérêts des classes exploitées peuvent coïncider pour une part mais qu'ils sont objectivement différents et peuvent parfois s'avérer contraires, antagoniques.
- . sur quelles bases idéologiques et organisationnelles se réalisera cette unité?

L'équipe du Secrétariat Oubé -
Amérique latine

Première partie: l'expérience de la Confédération des travailleurs du Chili (CTCH) (1936-1946)

A) Antécédents:

Le mouvement ouvrier au Chili avant 1930

- Le Chili était à partir du milieu du XIXe siècle un important producteur (exportateur) de nitrate et de cuivre. Le pays connut aussi depuis ce moment un certain développement industriel. D'où l'existence hâtive au Chili d'une classe ouvrière (miniers surtout) importante, combative, qui s'organise, surtout à partir de 1900, dans des syndicats. La répression à son égard est violente, mais les ouvriers répliquent (plus de 300 grèves importantes entre 1910 et 1920).
 - A travers ces luttes se forme un syndicalisme à composition exclusivement prolétarienne, ouvrière, autonome, à fort caractère de classe et farouchement opposé à la bourgeoisie. La FEDERATION OUVRIERE DU CHILI (FOCH) est la grande organisation ouvrière d'alors (110,000 des 205,000 travailleurs syndiqués en 1925 en font partie). Y prédomine l'analyse marxiste: le grand dirigeant de la FOCH est le fondateur du Parti communiste chilien (1920). On trouve aussi à la FOCH une assez importante présence de l'anarcho-syndicalisme* qui formera en 1931 une petite centrale, la CGT (Confédération générale de travailleurs).
 - A partir de 1927, la syndicalisation se poursuit dans des conditions très difficiles (dictature d'Ibanez, 1927-1931): le Parti Communiste et la FOCH sont réduits à la clandestinité. La FOCH perdra en 5 ans le 2/3 de ses membres. Mais une nouvelle grande confédération apparaît en 1934, la CNSC (Confédération nationale syndicale chilienne) qui regroupe alors les nouveaux syndicats des employés du secteur public ainsi que les syndicats dits légaux* de travailleurs industriels.
- La CNSC, marxiste elle aussi, se forme surtout sous la direction du Parti socialiste (fondé en 1932) qui ira "chercher ses bases" dans les syndicats légaux, ignorés par la FOCH et les anarcho-syndicalistes.
- C'est sous l'impulsion de la FOCH mais surtout de la CNSC que se réalise le Congrès national d'unité syndicale en 1936.

* L'anarcho-syndicalisme s'appuie sur le principe que la classe ouvrière renversera la bourgeoisie par la seule lutte économique. La grève générale est l'arme principale et ce sont les luttes spontanées, économiques, des masses qui peu à peu étoufferont la bourgeoisie et feront crouler son Etat. Par conséquent, la classe ouvrière n'a pas besoin d'une organisation politique centralisée, d'un parti, pour mener la lutte: le syndicalisme suffit.

* En 1924, le Code du travail est édicté qui formule les règles auxquelles doit se soumettre tout syndicat pour avoir existence juridique. Les syndicats de la FOCH et les anarcho-syndicalistes refuseront de se "légaliser": refus de collaboration de classe, allèguent-ils

La lutte des classes au Chili dans les années '30

- La crise mondiale de 1929, la baisse des exportations du nitrate naturel (remplacé par le nitrate synthétique) causent dans la classe ouvrière un chômage sans précédent. Entre 1929 et 1931, la baisse du salaire réel est de 40%.
- Pour limiter les effets de la crise, la bourgeoisie met en place le dictateur Ibañez, qui arrête la montée des luttes de la classe ouvrière. Répression contre la FOCH et surexploitation des travailleurs favorisent la conscience de la nécessité de l'unité syndicale.
- D'autre part, les effets de la crise se font sentir sur les autres couches et classes sociales: les cols blancs et la petite-bourgeoisie salariée notamment (fonctionnaires, travailleurs du secteur public). Devant la détérioration de leurs conditions de vie, des fractions de ces classes se radicalisent et se rapprochent de la classe ouvrière:
 - a) pour mettre en cause la dépendance du pays face à l'impérialisme;
 - b) pour exiger une participation des nouvelles classes (liées à l'industrialisation et au développement de l'Etat) au pouvoir, aux côtés de la bourgeoisie (dans une perspective réformiste donc);
 - c) et dans certains cas pour amorcer l'action révolutionnaire contre la bourgeoisie et pour sous la direction de la classe ouvrière.

C'est dans ce contexte de radicalisation de la petite-bourgeoisie que naîtra le Parti socialiste qui jouera un rôle important dans le processus d'unité syndicale.

B) Le processus d'unification syndicale

Quelle est la position des principales organisations syndicales à la veille du processus d'unification?

La FOCH: (et ami le Parti communiste)

Elle souhaite l'unité syndicale; elle la propose, mais forcée à la clandestinité, affaiblie (elle passe de 110,000 à 25,000 entre 1925 et 1932), elle ne peut l'imposer. La CNSC et le Parti socialiste font la sourde oreille.

De plus, la FOCH avec sa politique d'autonomie ouvrière très forte, ~~avait~~ (refus de toute alliance, même tactique, avec la petite-bourgeoisie ou la bourgeoisie anti-impérialiste du pays) avait paradoxalement contribué à isoler ses propres membres d'une part et à laisser dans direction la combativité de bien des ouvriers d'autre part (ceux qui se trouvaient dans les syndicats légaux). Enfin, elle n'avait pas compris qu'avec le développement de l'Etat et des sévices, de nouvelles couches sociales (non-ouvrières) étaient apparues avec lesquelles il fallait compter, et auxquelles il fallait donner une direction révolutionnaire.

* Soulignons que le Parti communiste chilien -et la FOCH donc - inscrivait son analyse et sa stratégie dans la ligne de l'Internationale Communiste qui, en 1928, déclarait la guerre sans merci à toute la bourgeoisie et refusait toute alliance avec la petite-bourgeoisie (même radicalisée) et la bourgeoisie progressiste. Ce qui renforçait une attitude sectaire face aux autres classes exploitées, possibles alliés.

Vers l'unité syndicale

FEDERATION OUVRIERE CHILIENNE (1908)
(FOCH de tendance communiste)

CONFEDERATION GENERALE DES TRAVAILLEURS (1931)
(CGT, anarcho-radicaliste)

CONFEDERATION NATIONALE SYNDICALE CHILIEN
(CNSC, de tendance socialiste) (1934)

Autres grands syndicats in-
dépendants

FRONT D'UNITE SYNDICALE (1935) (FOCH / CNSC)

CONGRES NATIONAL D'UNITE SYNDICALE
1ère rencontre: 1935
2e rencontre: 1936

CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS DU CHILI (1936)
(à laquelle n'adhère finalement pas
la CGT)

LA CNSC

Ces couches nouvelles de la société chilienne, de même que les travailleurs rejetés par la FOCH, c'est le Parti socialiste qui peu à peu les organisera et leur donnera une direction politique, ainsi qu'une organisation syndicale, la CNSC.

Dans la situation de faiblesse relative de la FOCH et du Parti Communiste, c'est donc la petite-bourgeoisie radicalisée qui va prendre tête des classes exploitées à ce moment-là. Et non la classe ouvrière. Avec les conséquences qu'on verra.

+ + + +

Le projet d'unité syndicale, apparu dans les années 1973-1974, vise donc

- 1) à limiter les effets de la crise, la détérioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des autres travailleurs;
- 2) à limiter la répression.

Le processus d'unification est favorisé par la prééminence idéologique des divers pôles syndicaux: malgré leurs accrochages, la FOCH et la CNSC (comme les partis communiste et socialiste chiliens) sont d'orientation marxiste. La CGT, anarcho-syndicaliste, manifeste un caractère anti-capitalisme réel et constitue un mouvement à caractère de classe indéniable.

De plus, la pénétration importante du marxisme dans le mouvement syndical ne date pas de la veille. Un réel processus de maturation idéologique mis à l'épreuve et renforcé par les luttes existe alors depuis près de 25 ans. Il y a donc eu pénétration et maturation organiques du marxisme dans la classe ouvrière.

Malgré ~~cela~~ cela, on l'a vu, à cause de la répression et de son isolement, la FOCH (et le PC), organisations les plus anciennes et les plus organiquement reliées à la classe ouvrière, ne peuvent

- . ni élaborer une stratégie révolutionnaire apte à faire place aux diverses classes exploitées aux côtés et sous la direction de la classe ouvrière;
- . ni diriger une alliance des diverses classes exploitées contre le pouvoir.

En l'absence donc d'une direction révolutionnaire ouvrière capable de mobiliser non seulement les travailleurs mais aussi les paysans et la petite-bourgeoisie radicalisée, c'est la petite-bourgeoisie radicalisée qui va donner à la classe ouvrière et aux autres couches contestatrices la direction dont elles ont besoin. Mais cette petite-bourgeoisie, toute marxiste qu'elle se dise, n'a pas mûri son marxisme d'un étroit et long contact avec les luttes ouvrières. Ce sont donc ses propres intérêts de classe qu'elle imposera en fait.

Direction petite-bourgeoise ou direction prolétarienne?

Le projet d'unité syndicale qui aboutit à la fondation de la Confédération des travailleurs du Chili (CTCH) en 1976, sous direction petite-bourgeoise, est marqué par l'oscillation constante de la petite-bourgeoisie qui va de l'alliance avec la classe ouvrière à celle avec la bourgeoisie.

1) En gros, entre 1932 et 1936, c'est l'alliance avec la classe ouvrière qui prédomine; vu la persistance de la crise économique et de la répression. C'est alors que se joue le processus d'unification syndicale.

- 1931 formation de la Confédération générale du travail (Anarcho-syndicaliste)
- 1932 fondation du Parti socialiste République socialiste (de 12 jours seulement) de M. Grove
- 1934 fondation de la Confédération nationale syndicale chilienne (CNSC) (de tendance socialiste)
- 1935 1ère rencontre d'unité syndicale
- 1936 2e rencontre et Congrès national d'unité syndicale fondation de la CTCH (350.000 travailleurs)

2) Mais à partir des années 1936-37, c'est déjà l'alliance avec la bourgeoisie qui commence à prédominer. En effet, la récupération par rapport à la crise de 1929, l'amorce de l'industrialisation légère du pays et enfin la participation à l'effort de guerre contre le fascisme en Europe changent les conditions de la lutte de classes au Chili. La bourgeoisie est alors mieux en mesure d'associer au pouvoir la petite-bourgeoisie, d'arrêter la détérioration de ses conditions de vie: dès lors, la radicalisation de la petite-bourgeoisie décline. Et l'alliance avec la classe ouvrière fait place à l'alliance avec la bourgeoisie.

Cette dernière alliance se concrétisera par le Front populaire, coalition des Partis socialiste, communiste et radical, qui prend le pouvoir en 1938.

L'opposition de la petite-bourgeoisie à la bourgeoisie n'est donc pas fondamentale, mais seulement conjoncturelle. La bourgeoisie peut toujours faire place à la petite-bourgeoisie dans l'exercice du pouvoir. Et la petite-bourgeoisie comme classe s'accommodera toujours de cette participation, fut-elle mineure, au pouvoir. C'est ce qui se produira on le verra, avec la direction de la CTCH, avec les effets les plus désastreux pour la classe ouvrière.

Par contre, la bourgeoisie ne pourra jamais faire une place à la classe ouvrière dans l'exercice du pouvoir. Car elle vit de l'exploitation de la force de travail de l'ouvrier. C'est en ce sens que la bourgeoisie et la classe ouvrière sont des classes antagoniques, que la classe ouvrière n'accédera au pouvoir qu'en chassant la bourgeoisie. Et la petite-bourgeoisie radicalisée ne jouera un rôle révolutionnaire qu'en faisant siens le point de vue et les intérêts de la classe ouvrière.

Mais dans le cas de la CTCH et du Front Populaire, c'est le contraire qui s'est produit.

~~La position de la CTCH~~

C) La CTCH (Confédération des travailleurs du Chili)

Sur quelles bases idéologiques se forme la CTCH?

. On a déjà évoqué l'importance de la pénétration marxiste (analyse en

* La position intermédiaire de la petite-bourgeoisie entre les classes antagoniques -bourgeoisie et prolétariat -, le rôle conciliateur entre ces classes qu'elle est amenée à jouer, le caractère oscillant de ses alliances: tout cela a été analysé à fond par Marx dans LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE (1848-1850)

termes de luttes de classes; lutte de la classe ouvrière pour le socialisme et la destruction du capitalisme).

. L'objectif principal de la CTCH (au Congrès de fondation de 1936)

"l'organisation de tous les ouvriers de la ville et de la campagne, sans distinction d'adhésion politique, de nationalité, d'âge, de sexe, pour lutter contre l'exploitation du régime capitaliste jusqu'à l'avènement du socialisme intégral.."

. Autres objectifs:

- l'amélioration de la situation économique et culturelle de la classe ouvrière; le respect et l'amélioration des lois du travail; le respect des libertés démocratiques et syndicales;
- la participation des travailleurs aux gains des entreprises;
- le droit à la syndicalisation;
- la création d'universités populaires;
- la réorganisation des services d'aide sociale;
- la réforme de l'éducation...

. Effectivement, l'unification se réalise: le nombre de syndiqués adhérents à la CTCH passe de 20,000 (1938), à 110,000 (1939), 400,000 (1940) et 450,000 (1943).

. En 1943, la CTCH réalise un 2e Congrès.

Le thème central est alors celui de l'anti-nazisme, de la participation à l'effort de guerre contre le fascisme.

Le thème de la lutte contre la bourgeoisie, l'impérialisme et pour le socialisme est passé sous silence.

Le thème de l'industrialisation du pays (de l'appui à la bourgeoisie industrielle) est aussi très important.

Les objectifs d'unité syndicale et de défense des intérêts des travailleurs sont aussi présents mais plutôt pour la forme et subordonnés aux autres.

Les contradictions de la CTCH

. La CTCH permet effectivement une plus grande unité de la classe ouvrière et une pénétration encore plus importante de la conscience de classe et du marxisme dans le mouvement ouvrier.

La classe ouvrière put améliorer relativement sa situation économique, surtout durant la période de 1938 à 1947, période d'industrialisation et d'expansion de l'économie chilienne, Mais hors cette limitation de la détérioration de son salaire et de ses conditions de vie, elle ne gagna politiquement rien.

. Mais à qui donc profita fondamentalement tout ce processus?

On l'a évoqué, plus haut, au sortir de la crise économique, la petite-bourgeoisie ~~renouée~~ dans son ensemble ainsi que ses dirigeants à la tête du mouvement de masses, renoue l'alliance avec la bourgeoisie

C'est ainsi que se forme sous son initiative le Front populaire en 1936. Le projet du Front Populaire (et de sa direction petite-bourgeoise) est

- 1) de limiter la dépendance du pays à l'égard de l'extérieur;
- 2) de favoriser l'industrialisation du pays (développement d'un capital national industriel);
- 3) d'associer les couches moyennes et la classe ouvrière à ce processus de modernisation du pays.

Or, objectivement, les dirigeants du Front populaire et ceux de la CTCH en viendront à se confondre ou à être très liés. De sorte que la CTCH deviendra l'appendice du Front populaire.

. Les dirigeants de la CTCH soumettront leur politique à celle du Front populaire. Or le gouvernement du Front populaire, où se retrouvaient les Partis communiste et socialiste, était objectivement sous la direction de la bourgeoisie et défendait les intérêts de celle-ci (fondamentalement: l'industrialisation du pays).

. Plutôt qu'à stimuler la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, les dirigeants de la CTCH en viendront à pactiser avec le gouvernement et à vouloir atténuer les revendications ouvrières... au nom de l'intérêt économique national, c'est-à-dire de la bourgeoisie. Au nom de la collaboration avec la bourgeoisie dans l'effort de guerre et au nom de l'industrialisation-modernisation du pays, ils freineront la montée des luttes.

Ils favoriseront ainsi durant ces années l'institutionnalisation de la lutte des classes, l'intégration du syndicalisme à l'appareil d'Etat. Tout ce processus bénéficiera fondamentalement à la bourgeoisie.

. Une fois gagné l'accès au pouvoir, réglée la crise de 1929 et engagée l'industrialisation du pays, la petite-bourgeoisie qui s'appuyait auparavant sur le mouvement de masse (et tendait à unifier celui-ci) n'en a plus besoin. Une fraction de celle-ci se joint donc à la classe dominante. D'autres restent près de la classe ouvrière. La division politique de la petite-bourgeoisie se traduit notamment par le fractionnement du Parti socialiste à partir de 1940.

. L'unité syndicale, sous direction petite-bourgeoise, a donc permis plus que l'avancement politique de la classe ouvrière, le contrôle que la bourgeoisie sur celle-ci, et l'accession d'une fraction de la petite-bourgeoisie au pouvoir.

L'éclatement de la CTCH

. A partir de 1940, la bourgeoisie reprend plus directement le contrôle du pouvoir, via la petite-bourgeoisie, grâce à l'industrialisation, la pénétration des capitaux américains.

. D'autre part, à partir des années 1945, une fois passée la phase d'expansion industrielle, le chômage, la baisse des salaires montrent à nouveau le bout du nez.

- . La combativité ouvrière spontanée se manifeste alors de plus en plus mais en dehors de toute direction politique ou syndicale solide. La CTCH comme les Partis socialiste et communiste qui avaient abandonné en quelque sorte toute leur autonomie au sein du Front populaire, s'étaient en réalité livrés pieds et poings liés à la bourgeoisie. Aussi lorsque celle-ci reprit l'offensive, la gauche n'a plus de stratégie de rechange pour organiser la réplique.
- . En 1946, la CTCH éclate en deux: une fraction socialiste et une autre communiste.

2e partie: la Centrale unique des travailleurs (CUT) (1953-.....)

Au lendemain de la guerre, trois aspects caractérisent la lutte des classes au Chili:

1) consolidation du pouvoir de la bourgeoisie

- . la guerre a favorisé le développement d'une industrie nationale;
- . la reprise des activités économiques en Europe et aux USA entraîna le retour de la concurrence sur les marchés mondiaux. Pour augmenter sa capacité concurrentielle, la bourgeoisie chilienne doit augmenter son taux de profit, aux dépens des travailleurs. Gel des salaires et hausse des prix vont de pair: c'est la recette classique. C'est la rupture définitive du Front populaire, de l'alliance provisoire de la bourgeoisie avec la classe ouvrière.
- . durant les années 1946-1950, le gouvernement chilien se rapproche de plus en plus des USA (capitaux américains, anticommunisme de la guerre froide)
- . la répression contre les travailleurs s'accroît: mise hors-la-loi du Parti communiste en 1948 (par la Loi "maudite"), arrêt de nombreux dirigeants syndicaux,

2) faiblesse de la gauche

- . le Parti communiste est pourchassé, réduit à la clandestinité;
- . le Parti socialiste se divise en fractions rivales;
- . les classes exploitées, au moment donc de l'offensive bourgeoise et impérialiste, se trouvent ~~en situation~~ plus que jamais sans direction, ni politique ni syndicale. La gauche - et les masses - payait en ces années le prix de n'avoir pas su développer un programme politique autonome, d'être entré dans le Front populaire sous la direction objective de la bourgeoisie.

3) division du mouvement syndical:

- . la CTCH communiste: faible et clandestine;
- . la CTCH socialiste: son dirigeant prend des positions nettement pro-américaines et contribue même à mettre sur pied une Centrale syndicale latino-américaine liée à l'AFL, au syndicalisme d'affaires américaines qui se veut être le contre-pied à la Centrale des travailleurs latino-américains (CTAL) de tendance communiste.

Mais la détérioration des conditions de vie, la répression sont telles que malgré son état de division, la classe ouvrière réagit. Entre les années 1946 à 1950, on compte plusieurs manifestations de masse, à caractère largement spontané: contre la répression syndicale et la hausse des prix tout particulièrement.

B) Vers la CUT: le processus d'unification

- C'est à travers la lutte contre l'inflation et pour le respect des droits syndicaux que va se refaire peu à peu l'unité syndicale.
- Le processus d'unification s'amorce en 1949: il est d'abord entrepris par les associations d'employés de bureaux, de fonctionnaires (cols blancs) de l'Etat. Il est également encouragé par la Fédération étudiante du Chili.
- En 1950, l'Association nationale des employés de l'Etat et la Fédération étudiante mettent sur pied le Commando national contre la spéculation et les hausses de prix. Le Commando a des objectifs d'unification très explicites:
 - 1) lutte unitaire contre les lois anti-inflationnistes du gouvernement;
 - 2) réplique unitaire aux lois anti-syndicales et à la répression contre les syndicats combattifs.

C'est ce même commando qui favorise la formation en 1952 d'un Comité national d'unité syndicale, regroupement de fédérations et de mouvements désireux de mettre un terme à l'éparpillement du syndicalisme chilien (ce qui reste des deux CTCH fait également partie du Comité national)

- Notons tout de suite que, comme 20 ans plus tôt, le processus d'unification syndicale s'amorce comme réponse à l'offensive bourgeoise et correspond à la radicalisation de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie salariée. Il y a toutefois cette différence qu'en 1950, les travailleurs viennent tout juste de sortir d'une phase où
 - 1) l'alliance avec la bourgeoisie au sein du Front populaire s'est soldée par un échec pour la classe ouvrière;
 - 2) les organisations politiques et syndicales des classes exploitées (la CTCH, le PS et le PC), pour avoir collaboré avec la bourgeoisie, ont abdiqué leur autonomie et se sont soit elles-mêmes vouées à la division, soit attiré la méfiance du peuple.

Le radicalisme initial de la CUT tiendra à une réaction à ces deux phénomènes.

- 1) le souvenir de l'impasse du Front populaire entrainera le refus de toute collaboration avec la bourgeoisie, une position de classe ferme;
 - 2) on entend bien cette fois ne pas soumettre le syndicalisme aux partis politiques, sauvegarder l'autonomie des objectifs syndicaux.
- "La CTCH, disait-on alors, a échoué à cause de l'intervention trop grande des partis politiques en son sein... et de sa subordination aux politiques du gouvernement du Front populaire."
 - On remarquera également que les partis politiques de gauche, divisés et faibles, ne sont pas un élément moteur de premier plan dans la naissance de la CUT. Mais ils encouragent toutefois celle-ci. Devant la faiblesse de la gauche, c'est, semble-t-il, le mouvement syndical seul qui peut refaire l'unité de la classe ouvrière et permettre aux partis de se refaire, au fil des luttes quotidiennes syndicales.

C) La Centrale unique des travailleurs

Le congrès de fondation de la CUT a lieu en 1953.

Sur quelles bases idéologiques se réalise alors l'unité?

Les acquis du syndicalisme de classe développés antérieurement restent fondamentaux. Mais aussi le souci de l'unité la plus large des travailleurs pour défendre leurs intérêts contre le capital et le souci de conserver une réelle indépendance à l'égard des partis politiques (réaction à l'expérience CTEH-Front populaire).

. Déclaration de principe de 1953

"Que le régime capitaliste actuel, fondé sur la propriété privée de la terre, des instruments et des moyens de production, et l'exploitation de l'homme par l'homme qui divise la société en classes antagoniques - exploités et exploités - soient remplacés par un régime socio-économique qui élimine la propriété privée, afin d'arriver à la société sans classes dans laquelle sera assuré à l'homme et à l'humanité son plein développement..."

"Face au régime capitaliste, la Centrale unique des travailleurs fera une action revendicatrice, à l'intérieur des principes et méthodes de la "lutte des classes", conservant sa pleine indépendance face à tous les gouvernements et sectarismes politiques. Cependant, la CUT n'est pas une centrale apolitique. Au contraire, représentant la conjonction de tous les secteurs de la masse des travailleurs, son action émancipatrice sera développée au-dessus des partis politiques afin de maintenir sa cohésion organique..."

"La Centrale unique a comme but premier l'organisation de tous les travailleurs de la ville et de la campagne (sans distinction d'appartenance politique ou religieuse, de nationalité, de couleur, de sexe ou d'âge) dans une lutte à finir contre l'exploitation de l'homme par l'homme pour en arriver au socialisme intégral."

. Plate-forme de lutte adoptée en 1953

- ajustement des salaires et traitements en relation avec le coût de la vie, à travers l'application d'une échelle mobile nationale pour le salaire minimum pour tous les travailleurs.
- égalité des droits juridiques, économiques et sociaux pour tous les travailleurs (ouvriers, paysans, employés...)
- contrôle conjoint du gouvernement et des syndicats sur les entreprises et les secteurs industriels vitaux pour l'économie du pays, et les industries alimentaires, du vêtement et du logement.
- baisse des prix des articles de première nécessité, des loyers et dissolution des monopoles
- établissement d'un plan d'habitation populaire
- récupération et contrôle total de toutes les sources de matières premières par le pays
- participation des travailleurs dans la direction et la marche des entreprises...

Sur quelles bases organisationnelles l'unité se fait-elle?

L'unité de la CUT est peut-être organique au plan idéologique mais ses bases organisationnelles sont vraiment minimales. A sa fondation, la CUT ne compte sur à peu près aucune ressource ou infra-structure. (Quelques permanents, un budget à peu près nul, -pour une centrale de plusieurs centaines de milliers de syndiqués.)

La CUT ne peut donc pas apporter grand soutien aux organisations syndicales qui la joignent. Son utilité, dans un premier temps, c'est plutôt d'être le lieu, largement symbolique, de la possible unité de la classe ouvrière chilienne.

La pauvreté matérielle, le manque de moyen de contrôle de la centrale sur ses composants rendent les mots d'ordre de grève générale ou les mouvements de solidarité réelle très difficiles à réaliser. Signe d'ailleurs de cette pauvreté et du manque d'unité initiale de la CUT, le premier Congrès n'a lieu que 4 ans après le congrès de fondation.

L'évolution ultérieure de la CUT

En 1953, les travailleurs chiliens ont beau avoir leur centrale unique, l'unité syndicale réelle n'est pas pour autant réalisée.

L'unité syndicale est au contraire un processus, le développement de luttes incessantes entre diverses tendances. C'est ce qu'illustre au fond les vingt ans d'histoire que la CUT.

Ces 20 ans, nous ne les étudierons pas ici. Car pour comprendre comment se développe la CUT, son rôle dans la lutte des classes au Chili, dans la stratégie qui culmine avec l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire en 1970, il faudrait s'attarder longuement à caractériser

- . la lutte des classes au Chili en ces années;
- . l'évolution du Parti socialiste, du Parti communiste (et du Parti démocrate-chrétien) et la stratégie, la ligne politique de ces partis au sein du mouvement syndical;
- . les rapports entre la CUT, les syndicats et les partis politiques.

Indiquons toutefois rapidement que l'histoire de la CUT peut être divisée en deux phases:

1^{ère} phase: de 1953 à 1962

. De 1953 à 1957, la lutte des classes s'intensifie au Chili:
L'inflation augmente ses ravages, l'impérialisme américain pénètre l'économie chilienne, La gauche reste faible, divisée, elle ne peut assumer la direction des luttes de masse qui vont croissant.

Le mouvement de masse, lui, en effet s'accélère. Dans les villes, apparaissent les mouvements de quartiers. Les grèves sont nombreuses et la CUT, malgré sa faiblesse, réalise quelques grandes grèves. En 1957, le mouvement spontané des masses atteint un sommet (manifestations réprimées à Santiago: 30 morts.)

. La plate-forme initiale, radicale, de la CUT traduit bien le ton des luttes de cette période.
Mais la faiblesse des moyens de la CUT fait qu'elle ne peut effectivement diriger la combattivité des travailleurs, ni unifier réellement celle-ci. Son action se limite alors à lancer des appels. Ses dirigeants se dépensent partout et sont emprisonnés à plusieurs reprises. Ils ne dirigent pas le mouvement mais ils y participent à coup sûr très activement.

- 15
- Amplification et spontanéité du mouvement de masse; radicalisme et utopisme de la plate-forme de la CUT (qui vise haut et loin, mais sans stratégie véritable et sans ressource), absence de direction politique, tels sont les traits de cette période.

2^e phase: 1962-....

- A partir de 1958, les grands partis qui avaient dirigé la classe ouvrière dans les années 1920/1940, réapparaissent en quelque sorte.

Le Parti communiste refait surface après 9 ans de clandestinité.

Le Parti socialiste refait une difficile unité.

(Un nouveau venu qui jouera un rôle important dans le mouvement syndical et sur la scène politique chilienne: le Parti démocrate-chrétien est fondé en 1957)

La revigoration des partis politiques qui ont des assises importantes dans les classes moyenne et ouvrière fera vite sentir ses effets dans le mouvement syndical, et sur le processus d'unité syndicale.

- Le PC et le PS mettent en quelque sorte fin au caractère spontané du mouvement de masse croissant des années 53-57 et ils canalisent celui-ci dans le cadre d'une stratégie électoraliste, parlementariste, de transition graduelle, pacifique, vers le socialisme. C'est de nouveau le processus d'institutionnalisation de la lutte des classes. La CUT sera une pièce importante dans cette stratégie: c'est dans ce cadre seul qu'il faut analyser le développement de l'unité syndicale au Chili, processus contradictoire, conflictuel qui culmine sous l'Unité populaire

- à son Congrès de 1962, la CUT transformera sa plate-forme initiale dans le sens de la ligne politique du PC et du PS (deux partis les plus forts au sein de la CUT). Celle-ci prendra une allure moins radicale, plus réaliste. On abandonnera les visées de "socialisme intégral" pour celles de "la transformation de la société." On attaquera moins la bourgeoisie que l'oligarchie terrienne, l'impérialisme et les monopoles.

Pour une bonne part, une telle transformation était- visait à assurer au mouvement syndical chilien la plus grande unité possible - et pour attirer ou garder dans la CUT les syndicats à tendance démocrate-chrétienne, on atténuera le caractère de classe et révolutionnaire de certains objectifs et méthodes d'action.

- L'unité syndicale ira ainsi croissant; ~~mais aux dépens du temps~~ la CUT en viendra à regrouper la presque totalité des travailleurs syndiqués au Chili (600,000 travailleurs au moins), mais sur une ligne politique fondamentalement réformiste, celle-là même qui mena Allende au pouvoir avec l'Unité populaire.

Analyser le développement, les contradictions de la CUT, c'est au fond analyser toute la stratégie (la conception de la lutte révolutionnaire, du socialisme, des alliances à faire pour y arriver) qui culmina avec l'Unité populaire.

C'est un travail auquel nous pourrions nous attacher bientôt.

CONCLUSIONS:

Quelles réflexions tirer de l'analyse, trop courte et schématique, des expériences d'unité syndicale au Chili?

- 1^o - Le processus d'unité syndicale est le résultat de conditions objectives (lutte des classes dans le pays; crise mondiale; répression contre la classe ouvrière; radicalisation de la petite-bourgeoisie salariée...) et de conditions subjectives (mûrissement idéologique des organisations syndicales; parenté idéologique de ces organisations; présence de partis politiques marxistes dans la classe ouvrière; développement d'un vrai syndicalisme de classe avant le processus d'unification...)
- 2^o - Le processus d'unité syndicale est le résultat de la lutte des classes. Et cela non seulement en ce qu'il est conditionné par l'accentuation des contradictions entre classes exploitées et classes exploiteuses mais aussi en ce qu'il se développe à travers contradictions, rapports de luttes entre les classes exploitées elles-mêmes.

Les intérêts objectifs de la petite-bourgeoisie ne sont pas ceux de la classe ouvrière. Ils peuvent converger comme ils peuvent diverger. Ainsi la petite-bourgeoisie s'allie avec la classe ouvrière au sein de la CTCH et du Front populaire, mais pour réaliser ses propres intérêts (quelles que soient par ailleurs ses déclarations d'intention). Mais une fois ses intérêts satisfaits, elle se tourne contre la classe ouvrière elle-même. Dans ce cas, l'erreur des dirigeants ouvriers n'a pas été de faire alliance avec la petite-bourgeoisie mais bien de lui avoir laissé la direction de l'alliance, de ne pas avoir vu à ce que ce soit les intérêts de la classe ouvrière qui soient dominants dans l'alliance.

- 3^o - La question de la direction du processus d'unité syndicale est donc décisive.

La direction du processus en effet ne sera révolutionnaire, non-réformiste que si elle est prolétarienne, que si elle adopte le point de vue et les intérêts de la classe ouvrière.

La question qui se pose donc, c'est: à quelles conditions la direction du processus d'unité syndicale sera-t-elle ouvrière? et révolutionnaire? On ne peut répondre de manière improvisée et légère à de telles questions. Et il est sûr que l'étude plus fouillée de l'histoire de la CUT nous permettrait de dégager quelques pistes pour répondre à ces questions.

Il est sûr qu'en dernière instance, une telle question (direction prolétarienne et révolutionnaire du processus d'unité syndicale) renvoie à la question du parti politique de la classe ouvrière. Lui seul, ben sûr, peut assurer la direction des luttes de la classe ouvrière, la définition d'une ligne et d'une stratégie révolutionnaires. Mais comme le montre l'histoire du principal parti ouvrier chilien (le Parti communiste), un parti peut être ouvrier et réformiste. Il s'agit donc de voir à quelles conditions un parti sera à la fois ouvrier et révolutionnaire.

- 4^o L'unité syndicale ne peut être un objectif en soi. En définitive, elle il renvoie toujours à une stratégie, à une ligne politique

A quelles réflexions cela nous convie-t-il sur nos propres projets d'unité syndicale?

1° - Ne faudrait-il pas clarifier quelles classes sont prenantes au projet? Les professeurs font-ils partie de la classe ouvrière ou de la petite-bourgeoisie?

Quels sont les intérêts objectifs des différents groupes au sein du mouvement syndical?

Ce n'est que sur la base d'une reconnaissance scientifique de la composition de classe du mouvement syndical qu'une stratégie d'alliance sérieuse sera possible.

(Dans cette perspective, ne serait-il pas intéressant de faire le bilan du Front commun en termes de lutte de classes, entre différentes classes, au sein même du Front commun?)

Qui initie le présent projet d'unité syndicale? La CEQ, la FNEQ semble en être les principaux protagonistes. A quels intérêts de classes cela correspond-il?

2° - A quelles conditions développer un processus d'unité syndicale qui, loin de subordonner la classe ouvrière à la petite-bourgeoisie, renforcerait la conscience de classe de la classe ouvrière et sa capacité de diriger le processus à brève échéance?

3° - L'unité syndicale peut concourir à la formation d'un authentique parti des travailleurs, c'est vrai. Mais cela ne se fera-t-il pas à condition justement que l'on sache précisément quelle sorte de parti on veut, comment y réaliser effectivement une direction prolétarienne? L'unité syndicale préalable à ~~un parti~~ la formation d'un parti social-démocrate ou travailliste ne sera pas la même que celle visée si on veut la voir concourir à former un parti socialiste marxiste.

C'est pourquoi l'objectif d'unité syndicale doit s'inscrire de façon claire par rapport à l'objectif de formation d'un parti des travailleurs